“ *vernement de la Province de Québec, dans l’Amérique Septentrionale ;* ” Et qui “ *pourvoit plus amplement pour le Gouvernement de la dite Province ;* ” Et il est par le présent statué par la dite autorité, que les dits John Clugstone, William Miller, John Douglas, Richard May, Alexander Haddan et John Musson et leurs successeurs en office à toujours, qui seront élus en la manière ci-après ordonnée, seront et ils sont par le présent constitués et déclarés être un corps incorporé et politique de nom et de fait sous le nom et la désignation de “ *le Ministre et les Syndics de l’Eglise de Saint Jean,* ” seront une corporation perpétuelle et auront succession perpétuelle et un sceau commun avec pouvoir de le casser, changer et altérer de tems à autre à leur volonté, et ils seront habiles en loi à poursuivre, et être poursuivis à plaider et répondre dans toutes espèces d’actions, poursuites, plaintes, affaires et causes quelconques, et de pouvoir contracter et passer des contrats relativement aux fonds de la dite corporation et des affaires, et aux fins pour lesquelles elle est par le présent constituée, en la manière ci-après déclarée, et pourront établir et mettre à exécution, changer ou abroger les statuts, règles, réglemens ou ordres qui ne seront pas contraires à la constitution et aux lois de cette Province ou aux dispositions de cet Acte, ou à la constitution de l’Eglise d’Ecosse, et selon qu’il paroitra à la dite corporation être nécessaire ou convenable pour les intérêts d’icelle : Pourvû toujours, que trois des membres de la dite corporation formeront un quorum pour toutes les affaires qui doivent se faire ou être traitées par la dite corporation.

Les personnes qui seront étues Syndics de l’Eglise de St. Jean à Québec, constituées un corps politique et incorporé.

Proviso.

II. Et qu’il soit de plus statué par l’autorité susdite, que les terrains susdits, ainsi tenus par les dits Syndics, seront à l’avenir possédés par la dite corporation, pour en avoir à toujours la possession et propriété sujets aux diverses limitations, restrictions, et pour les usages qui sont déclarés et exprimés à l’égard des dits terrains dans le dit titre ou contrat ci-devant en partie recité, et qui octroyent les dits terrains en la manière susdite, et en autant qu’il n’y est pas dérogé par cet Acte.

Les terrains ainsi tenus par les dits Syndics seront possédés à l’avenir par la dite corporation.

III. Et qu’il soit de plus statué par l’autorité susdite, que la dite corporation pourra accepter aucun bien immeuble qui pourra ci-après lui être donné, laissé ou légué à titre gratuit, pour les usages de la dite Eglise, pourvû qu’ils ne se trouveront pas en aucun tems ensemble avec ceux qui sont déjà possédés par les dits syndics comme susdit, excéder en valeur ou revenu net annuel, la somme de huit cens livres sterling ; et que la dite corporation pourra vendre, aliéner et disposer des dits immeubles de tems à autre, ainsi qu’elle le jugera convenable.

La corporation pourra accepter aucune propriété réelle pour l’usage de la dite corporation.

IV. Et qu’il soit de plus statué par l’autorité susdite, que si quelque charge ou charges viennent à vaquer dans la dite corporation, soit par le décès, la destitution ou le changement de résidence, hors du District de Québec, de quelques uns des

Manière dont les vacances seront remplacées.